

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché n° : 5SGCE-2025-MOEVOIEEST

Procédure de passation : MAPA (candidature + offre)

Objet :

**Mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation des dômes et
menuiseries extérieures
Batiment B38**

M0 : 02/2026

TABLE DES MATIERES

1. OBJET.....	5
2. DESIGNATION DES CONTRACTANTS.....	5
3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
4. INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION	6
4.1. ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE	6
4.2. LA MAITRISE D'ŒUVRE	6
4.2.1. REPRESENTATION DE LA MAITRISE D'ŒUVRE	6
4.2.2. COTRAITANCE	6
4.2.3. MANDATAIRE DU GROUPEMENT	6
4.3. CONTROLE TECHNIQUE	7
4.4. COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	7
4.5. OPERATEURS ECONOMIQUES CHARGES DES TRAVAUX.....	7
4.6. AUTRES INTERVENANTS DANS L'OPERATION	7
5. DEMARRAGE DE LA MISSION	7
5.1. PIECES ET RENSEIGNEMENTS A FOURNIR PAR LE MAITRE D'OUVRAGE AVANT LE DEBUT DES ETUDES.....	7
5.2. REUNION AU LANCEMENT	8
6. MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE	8
6.1. MISSION DE BASE	8
6.2. PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE) :.....	8
6.3. PRESTATIONS SIMILAIRES	8
6.4. DUREE, DELAIS D'EXECUTION	9
7. MODALITÉS D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	9
7.1. DOCUMENTATION NUMERIQUE ET DEMATERIALISATION DES ECHANGES	9
7.2. COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES.....	9
7.2.1. NECESSITE D'UN ORDRE DE SERVICE DU MAITRE D'OUVRAGE	9
7.2.2. POSSIBILITE POUR LE MAITRE D'ŒUVRE D'EMETTRE DES OBSERVATIONS ET DE REFUSER D'EXECUTER UN ORDRE DE SERVICE	9
7.3. INFORMATIONS RECIPROQUES	10
7.3.1. INFORMATIONS DONNEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE AU MAITRE D'ŒUVRE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHÉ	10
7.3.2. INFORMATIONS DONNEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE AU MAITRE D'OUVRAGE	10
7.3.3. COMPTES RENDUS DES REUNIONS.....	10
7.3.4. CONFIDENTIALITE, SECRETS PROFESSIONNEL ET COMMERCIAL	10
7.4. PRESENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE.....	11
7.4.1. FORMAT ET SUPPORT POUR LA REMISE DES ETUDES.....	11
7.4.2. POINT DE DEPART DES DELAIS DE PRESENTATION DES DOCUMENTS.....	11
7.4.3. DELAIS D'APPROBATION DES DOCUMENTS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	11
7.4.4. DECISIONS D'AJOURNEMENT, DE REFACTION OU DU REJET NOTIFIEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	12

7.4.5. CONSEQUENCE DE L'APPROBATION DES ETUDES SUR LE PROGRAMME DE L' OPERATION.....	12
7.5. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION.....	12
7.6. MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DE L'ASSISTANCE APPORTEE AU MAITRE D'OUVRAGE POUR LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	13
7.7. MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DE LA DIRECTION DE L'EXECUTION DU OU DES MARCHES DE TRAVAUX	13
7.7.1. REUNIONS DE CHANTIER	13
7.7.2. ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE.....	13
7.7.3. VERIFICATION PAR LE MAITRE D'ŒUVRE DES PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS DES ENTREPRENEURS	14
7.7.4. VERIFICATION PAR LE MAITRE D'ŒUVRE DU PROJET DE DECOMPTE FINAL DES ENTREPRENEURS ET ETABLISSEMENT DU PROJET DE DECOMPTE GENERAL	14
8. MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	14
8.1. MODIFICATIONS DE FAIBLE MONTANT INITIEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	14
8.2. MODIFICATIONS QUI S'IMPOSENT AU MAITRE D'OUVRAGE	15
8.3. MODIFICATIONS PREVUES DANS LE CADRE DE CLAUSES DE REEXAMEN	15
8.4. SUIVI ET CLASSIFICATION DES MODIFICATIONS APPORTEES AUX MARCHES DE TRAVAUX	16
9. REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE	16
9.1. FORFAIT DE REMUNERATION	16
9.1.1. FORFAIT DE REMUNERATION PROVISOIRE (FDP)	16
9.1.2. FIXATION DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX ET DU FORFAIT DE REMUNERATION DEFINITIF (FDR) – CLAUSE DE REEXAMEN	17
9.1.3. VARIATION DU FORFAIT DEFINITIF DE LA MISSION	18
9.2. ENGAGEMENTS DU MAITRE D'ŒUVRE.....	18
9.2.1. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE SUR LE RESPECT DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	18
9.2.2. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE SUR LE RESPECT DU COUT CUMULE DES MARCHES DE TRAVAUX	19
9.3. PENALITES APPLICABLES AU MAITRE D'ŒUVRE	20
9.3.1. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA PRESENTATION DES DOCUMENTS	20
9.3.2. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE ET DU DECOMPTE FINAL	20
9.3.3. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'INSTRUCTION DES MEMOIRES EN RECLAMATION DES ENTREPRENEURS.....	21
9.3.4. PENALITES POUR MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS DU MAITRE D'ŒUVRE.....	21
9.3.5. OBLIGATION DE CONSEIL DU MAITRE D'ŒUVRE	21
9.3.6. AUTRES PENALITES.....	22

9.3.7. PRINCIPE DE MODERATION DES PENALITES	22
10. REGLEMENT DES COMPTES DU MAITRE D'ŒUVRE.....	23
10.1. AVANCES.....	23
10.1.1. AVANCE VERSEE AU MAITRE D'ŒUVRE	23
10.1.2. LES AVANCES VERSEES AUX SOUS-TRAITANTS	23
10.2. DEMANDE DE PAIEMENTS	23
10.2.1. ACOMPTES	23
10.2.2. ACCEPTATION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	24
10.3. DEMANDE DE PAIEMENT POUR SOLDE	25
10.3.1. PROJET DE DECOMPTE FINAL	25
10.3.2. DECOMPTE GENERAL.....	25
10.3.3. DECOMPTE GENERAL RENDU DEFINITIF	25
10.3.4. CONTESTATION SUR LE MONTANT DES SOMMES DUES.....	26
10.4. DELAIS DE PAIEMENT	26
11. CONNAISSANCES ANTERIEURES / DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	26
11.1. CONNAISSANCES ANTERIEURES	26
11.1.1. DEFINITION	26
11.1.2. REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES	26
11.2. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE RELATIF AUX RESULTATS.....	27
11.2.1. DEFINITION	27
11.2.2. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE OU DES DROITS DE TOUTE AUTRE NATURE RELATIFS AUX RESULTATS	27
11.2.3. CONCESSION DES DROITS DE REPRODUCTION ET DE REPRESENTATION	27
11.2.4. MISE EN ŒUVRE DE LA PROTECTION DES DROITS MORAUX	27
11.2.5. EXPLOITATION COMMERCIALE DES RESULTATS.....	28
12. ASSURANCES.....	28
12.1. ASSURANCES DU MAITRE D'OUVRAGE.....	28
12.2. ASSURANCES DU MAITRE D'ŒUVRE	28
12.2.1. GARANTIE DE LA RESPONSABILITE DECENNALE.....	28
12.2.2. GARANTIE DE LA RESPONSABILITE CIVILE GENERALE.....	29
12.3. STIPULATIONS COMMUNES	29
13. NANTISSEMENT - CESSIONS DE CREANCES.....	29
14. MODIFICATIONS AFFECTANT LES CONTRACTANTS.....	29
14.1. REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE	30
14.2. MODIFICATION DU GROUPEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE EN CAS DE DEFAILLANCE DU MANDATAIRE.....	30
14.3. MODIFICATION DU GROUPEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE EN CAS DE DEFAILLANCE D'UN COTRAITANT.....	30
15. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	30
16. DIFFERENDS ET RESILIATION	31
16.1. FORMALISME DES RECLAMATIONS.....	31
16.2. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	31
EN CAS DE LITIGE, LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 35 DU CCAG MOE S'APPLIQUERONT.	31
16.3. RESILIATION DU MARCHE	31
17. DEROGATIONS AU CCAG.....	32

1. OBJET

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles ENSP (Ecole Nationale Supérieure de la Police), Maître d'Ouvrage (MOU) confie au Titulaire, qui accepte la mission de Maitrise d'œuvre (MOE) pour ces travaux de remplacement des menuiseries extérieures du bâtiment 38 pour le compte de l'ENSP sur son site de Cannes Ecluses (77130).

Conformément à l'article R. 2182-4 du code de la commande publique, les stipulations du marché prennent effet à compter de la réception de sa notification par le maître d'œuvre.

2. DESIGNATION DES CONTRACTANTS

Le présent marché est conclu entre :

-Le maître d'ouvrage :
L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE LA POLICE (ENSP)
SIRET n°196 901 896 000 15
9 rue Carnot
69450 SAINT-CYR-AU-MONT-D'OR
dénommé « maître d'ouvrage » dans le présent CCAP,

-Et le Titulaire du marché, désigné à l'article B1 de l'acte d'engagement dénommé « Maître d'œuvre » dans le présent CCAP.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (DPGF),
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) intitulé « Mission de Maitrise d'œuvre relative à la rénovation dômes et menuiseries extérieures Bâtiment 38 » référencé *ENSP B38 CCTP MOE INDB* et daté d'Octobre 2025;
- Le programme architectural, technique et environnemental référencé *ENSP B38 PROGRAMME IndB* » et daté d'Octobre 2025;
- Le cahier des clauses administrative générales des marchés publics de maitrise d'œuvre (CCAG MOE) - Arrêté du 30 mars 2021
- Le CCTG (cahier des clauses techniques générales) applicable aux marchés publics de travaux au mois d'établissement des prix (mois mo études) tel que défini ci-dessous.
- Normes françaises homologuées ou autres normes applicables en France en vertu du décret n°2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation,

- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le mémoire justificatif et ses annexes, remis par le Titulaire avec son offre à l'exclusion des clauses qui seraient contraires aux stipulations du présent marché, au CCAG et aux dispositions d'ordre public applicables aux collectivités publiques (ainsi que les précisions apportées, le cas échéant, par le Titulaire sur demande de la Maitrise d'Ouvrage lors de la phase d'analyse des offres).
- Les bons de commandes,
- Les ordres de services.

Il est à noter que les pièces générales, bien que non annexées au présent dossier sont réputées connues de l'entreprise.

4. INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION

4.1. ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Conformément aux articles 3.3 et 3.4 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG MOE), dès la notification du marché, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et l'acheteur en cours d'exécution du marché.

4.2. LA MAITRISE D'ŒUVRE

4.2.1. REPRÉSENTATION DE LA MAITRISE D'ŒUVRE

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG MOE, le maître d'œuvre désigne dès la notification du marché une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché.

4.2.2. COTRAITANCE

En cas de cotraitance, la forme du groupement est celle indiquée par le maître d'œuvre à l'article B de l'acte d'engagement.

4.2.3. MANDATAIRE DU GROUPEMENT

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est : solidaire de chacun des membres.
La mission du mandataire est précisée dans l'offre.

4.3. CONTROLE TECHNIQUE

Le contrôleur technique pour l'opération n'est pas encore désigné au moment de la signature du marché de maîtrise d'œuvre. Le maître d'ouvrage communiquera au maître d'œuvre les coordonnées du contrôleur technique dès sa désignation.

La mission du contrôleur technique est régie par les dispositions de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

4.4. COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

Conformément aux articles L. 4531-1 au L. 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre travaille en liaison avec le coordonnateur SPS retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination (PGC), la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage. Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

4.5. OPERATEURS ECONOMIQUES CHARGES DES TRAVAUX

Les opérateurs économiques chargés des travaux sont dénommés « entrepreneurs » dans l'ensemble des documents du marché.

4.6. AUTRES INTERVENANTS DANS L'OPERATION

Dès la réunion de lancement, le maître d'ouvrage communique la liste des intervenants, leurs missions respectives, et les coordonnées des interlocuteurs désignés.

5. DEMARRAGE DE LA MISSION

5.1. PIECES ET RENSEIGNEMENTS A FOURNIR PAR LE MAITRE D'OUVRAGE AVANT LE DEBUT DES ETUDES

En sus de ses attributions définies à l'article L. 2421-1 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage fournit au maître d'œuvre en tant que de besoin, avant le début des études :

- les règles d'urbanisme applicables à l'opération et toute autre information juridique nécessaire ;
- les éventuelles études antérieures ainsi que, le cas échéant, les observations portées sur celles-ci ;
- en cas de réhabilitation, les études de diagnostic déjà réalisées ;
- les données techniques nécessaires, complétées éventuellement de celles en projet, dont notamment :
 - les levés de géomètre (plan cadastral, périmétrique et foncier, plan topographique et de nivellement, relevés des existants, des héberges, des abords, des plantations et des réseaux divers d'alimentation et de rejet, etc.) ;
 - les servitudes publiques et privées (de sol, de sous-sol, aériennes ou radioélectriques, etc.) ;

- les résultats et analyses des campagnes de sondages et des études de sols (Mission G1 – Etude géotechnique préalable définie par la norme NFP 94-500 révisée en novembre 2013) ;
 - le résultat des recherches d'éléments construits enterrés, de cavités, carrières, réseaux et ouvrages enterrés divers, vestiges archéologiques, etc. ;
 - les contraintes climatiques, sismiques et les plans d'exposition aux risques naturels, etc. ;
 - les règles et règlements particuliers spécifiques au projet connus du maître d'ouvrage ;
 - les résultats des mesurages de caractérisation acoustique du site ;
 - le cas échéant en cas de démarche BIM, tous les relevés 3D ;
 - ses éventuelles exigences d'obtention de labels ;
 - toute information relative à la protection des données personnelles.
- En cas de pièces manquantes, il appartient au maître d'œuvre de les réclamer.

5.2. REUNION AU LANCEMENT

Suite à la signature du marché le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se réunissent afin notamment :

- De procéder à la signature du permis de construire,
- d'identifier les interlocuteurs en charge de l'opération ;
- de définir les modalités d'échanges, notamment dématérialisés, avec la maîtrise d'ouvrage ;
- de définir les modalités de travail collaboratif avec les autres prestataires désignés par le maître d'ouvrage ;
- de préciser les principes opérationnels de la gestion documentaire de l'opération ;
- de compléter la base documentaire nécessaire au démarrage des études du maître d'œuvre ;
- De présenter les spécificités du circuit de paiement du maître d'ouvrage et d'arrêter les modalités pratiques de facturation des prestations

6. MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

6.1. MISSION DE BASE

Le maître d'œuvre réalise les éléments de mission défini dans l'annexe 20 du code de la commande publique précisés dans le CCTP.

Dans le cas où le maître d'ouvrage décide de l'instauration d'une cellule de synthèse, le maître d'œuvre y participe s'il n'assure pas de mission de synthèse.

Ces éléments de mission sont pris en compte dans l'évaluation de la complexité de l'opération.

6.2. PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE) :

Sans objet

6.3. PRESTATIONS SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement au maître d'œuvre, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents

du présent marché et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

6.4. DUREE, DELAIS D'EXECUTION

Elément de la mission	Durée contractuelle
AVP	Sans objet
PRO/DCE	4 semaines
ACT/Analyse	1,5 semaines
VISA/DET	20 semaines
AOR	1 semaine

7. MODALITÉS D'EXECUTION DU MARCHÉ

7.1. DOCUMENTATION NUMERIQUE ET DEMATERIALISATION DES ECHANGES

Les éléments relatifs à la documentation numérique et à la dématérialisation des échanges suivants seront réalisés dans le cadre de la mission.

La mise en place, l'hébergement et la gestion de cette documentation sera assurée par le maître d'ouvrage.

7.2. COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

7.2.1. NECESSITE D'UN ORDRE DE SERVICE DU MAITRE D'OUVRAGE

Un ordre de service est notamment nécessaire :

- lorsqu'une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- si le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;
- dès lors qu'une décision du maître d'ouvrage est susceptible de mettre en œuvre ou de modifier les dispositions contractuelles ;

L'ordre de service daté et signé est remis par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre par tout moyen permettant d'en attester la date de réception.

7.2.2. POSSIBILITE POUR LE MAITRE D'ŒUVRE D'EMETTRE DES OBSERVATIONS ET DE REFUSER D'EXECUTER UN ORDRE DE SERVICE

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part conformément à l'article 3.8.3 du CCAG MOE.

Par dérogation aux dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 3.8.3 du CCAG MOE, le maître d'œuvre peut refuser de se conformer aux prescriptions d'un ordre de service qui seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes, de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire. Dans ce cas, il notifie par écrit au maître

d'ouvrage son refus motivé dans un délai de 15 jours calendaires suivant la réception de cet ordre de service.

7.3. INFORMATIONS RECIPROQUES

7.3.1. INFORMATIONS DONNEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE AU MAITRE D'ŒUVRE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

Il s'agit notamment :

- de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- de toute observation ou de tout documents adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Dans le cadre de son devoir de conseil, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage s'il constate en cours d'exécution du marché que les documents comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions.

7.3.2. INFORMATIONS DONNEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE AU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

7.3.3. COMPTES RENDUS DES REUNIONS

Les comptes rendus des réunions bilatérales entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sont établis par la maîtrise d'ouvrage.

Les destinataires disposent de 15 jours calendaires pour émettre des observations sur le compte-rendu à compter de sa réception.

7.3.4. CONFIDENTIALITE, SECRETS PROFESSIONNEL ET COMMERCIAL

Le maître d'œuvre est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le maître d'ouvrage, dans les limites de ses obligations en matière d'ouverture et de réutilisation des données publiques, respecte le secret industriel et commercial couvrant la réalisation de la mission de maîtrise d'œuvre.

7.4. PRESENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE

7.4.1. FORMAT ET SUPPORT POUR LA REMISE DES ETUDES

Les prestations sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre s'accordent sur les formats informatiques des prestations remises de manière dématérialisée. A défaut, le maître d'œuvre devra fournir ses prestations sous formats génériques lisibles sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l'appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

Certaines prestations peuvent faire l'objet d'une remise matérialisée (dossier papier), dans les quantités définies ci-après :

	Nombre d'exemplaires
Etudes d'avant-projet définitif	1
Dossier de permis de construire	1 original + dépôt dématérialisé
Etudes de projet	1
Dossier de consultation des entreprises	1
Etudes d'exécution	S/O
Dossier des ouvrages exécutés	1

7.4.2. POINT DE DEPART DES DELAIS DE PRESENTATION DES DOCUMENTS

Le point de départ des délais de présentation des études est fixé à l'article B5 de l'acte d'engagement.

7.4.3. DELAIS D'APPROBATION DES DOCUMENTS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Par dérogation aux dispositions de l'article 20.2 du CCAG MOE, la décision du maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans observations, ou d'ajourner ou de rejeter les documents d'études intervient avant l'expiration des délais suivants :

	Délais d'approbation
Etudes d'avant-projet définitif	2 semaines
Dossier de permis de construire	2 semaines
Etudes de projet	2 semaines
Eléments du DCE produits par le maître d'œuvre	2 semaines

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans les délais définis ci-dessus, la prestation est considérée comme acceptée, avec ou sans observation, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au deuxième alinéa de l'article 20.2 du CCAG MOE.

L'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

7.4.4. DECISIONS D'AJOURNEMENT, DE REFACTION OU DU REJET NOTIFIEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Si le maître d'ouvrage n'approuve pas les études remises par le maître d'œuvre, il peut prendre les décisions suivantes :

- ajournement dans les conditions définies par l'article 21.2 du CCAG MOE ;
- refaction dans les conditions définies par l'article 21.3 du CCAG MOE ;
- rejet dans les conditions suivantes :

En application de l'article 21.4 du CCAG MOE, la décision motivée de rejet des prestations ne peut intervenir que si le maître d'ouvrage a, au préalable, convoqué et entendu le maître d'œuvre. A compter de la réception de la notification de la décision de rejet des prestations, le maître d'œuvre dispose d'un délai d'un mois pour présenter ses observations par écrit ou adresser la lettre de réclamation prévue par l'article 35 du CCAG MOE. Passé ce délai, le maître d'œuvre est réputé avoir accepté la décision du rejet du maître d'ouvrage.

Si le maître d'œuvre formule des observations, le maître d'ouvrage dispose d'un délai d'un mois à compter de leur réception pour confirmer sa décision motivée de rejet ou pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut de notification dans le délai d'un mois, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

En cas de rejet des prestations, les stipulations de l'article 21.4.2 du CCAG MOE ne peuvent être mises en œuvre qu'à une seule reprise. Si les nouvelles prestations présentées par le maître d'œuvre sont rejetées par le maître d'ouvrage, il appartient à ce dernier de mettre en œuvre l'article 35 du CCAG MOE régissant les différends et les litiges.

7.4.5. CONSEQUENCE DE L'APPROBATION DES ETUDES SUR LE PROGRAMME DE L'OPERATION

L'approbation par le maître d'ouvrage des études réalisées par le maître d'œuvre emporte l'adhésion du maître d'ouvrage aux éventuelles modifications du programme.

7.5. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier des dispositions du premier alinéa, le maître d'œuvre doit signaler au maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 20 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

Le maître d'ouvrage notifie par écrit au maître d'œuvre sa décision dans le délai de 20 jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

7.6. MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DE L'ASSISTANCE APPORTEE AU MAITRE D'OUVRAGE POUR LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Les prestations à réaliser au titre de la mission de base sont exécutées sur le principe d'une dévolution prévisionnelle des marchés de travaux à définir conjointement avec la maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de la passation des marchés de travaux, le maître d'ouvrage s'engage à demander obligatoirement la soumission d'une offre de base lorsqu'il a offert la possibilité de remettre des variantes.

7.7. MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DE LA DIRECTION DE L'EXECUTION DU OU DES MARCHES DE TRAVAUX

Les prestations à réaliser au titre de l'élément de mission de direction de l'exécution du ou des marchés de travaux sont fondées sur le principe de l'application des stipulations du CCAG MOE applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30mars 2021 sous réserve des dérogations prévues dans les marchés de travaux.

7.7.1. REUNIONS DE CHANTIER

Les dispositions des réunions de chantier sont définies à l'article 7.7.3 du CCTP.

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier jusqu'à la réception des travaux avec une fréquence d'une réunion par semaine.

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion.

7.7.2. ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre est chargé de préparer tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, pour signature par le maître d'ouvrage.

Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs. Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître d'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable, dans les cas suivants :

- notification des dates de commencement des périodes de préparation et de démarrage des travaux ;
- modification des montants ou des délais des marchés de travaux.

7.7.3. VERIFICATION PAR LE MAITRE D'ŒUVRE DES PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS DES ENTREPRENEURS

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie les projets de décomptes mensuels selon son appréciation des travaux effectués et les stipulations des marchés de travaux.

Il met à disposition du maître d'ouvrage les états d'acompte correspondants sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs, et à la mise à disposition de l'état d'acompte mensuel sur le portail public de facturation est fixé à 7 jours à compter de la mise à disposition du projet de décompte mensuel par l'entrepreneur.

7.7.4. VERIFICATION PAR LE MAITRE D'ŒUVRE DU PROJET DE DECOMPTE FINAL DES ENTREPRENEURS ET ETABLISSEMENT DU PROJET DE DECOMPTE GENERAL

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur et qui a été mis à sa disposition par l'entrepreneur.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit le projet de décompte général.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs est fixé à 15 jours calendaire à compter de la date de réception du document.

8. MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ

8.1. MODIFICATIONS DE FAIBLE MONTANT INITIEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Conformément à l'article R. 2194-8 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre concluent un avenant notamment dans les cas suivants :

- en cas de modifications de programme décidées par le maître d'ouvrage après la fixation de la rémunération définitive du maître d'œuvre rendant nécessaire la reprise des études ou l'adaptation de sa mission en cours d'exécution des travaux ;
- si le maître d'ouvrage décide de confier de nouvelles missions complémentaires au maître d'œuvre ;
- si le maître d'ouvrage décide d'étendre la mission du maître d'œuvre au suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement, à la condition que le maître d'œuvre ait mis en œuvre tous les moyens mis à sa disposition par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG travaux).

Selon les cas, la rémunération est :

- revue en proportion de l'évolution du coût prévisionnel (phase études) ou constaté (phase chantier) des travaux, induite par les modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage ;
- mise au point sur la base de l'évaluation par le maître d'œuvre des temps de travail prévisionnels nécessaires à la réalisation des nouvelles prestations, sur la base des couts journaliers définis dans l'annexe à l'acte d'engagement ;
- adaptée en combinant ces deux modalités.

En application des articles R. 2194-8 et R. 2194-9 du code de la commande publique, les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont cumulativement limitées à 10 % du montant du marché initial et restent inférieures aux seuils européens applicables aux marchés de services établis à l'annexe 2 du code de la commande publique.

8.2. MODIFICATIONS QUI S'IMPOSENT AU MAITRE D'OUVRAGE

Conformément aux articles R. 2194-2 et R. 2194-5 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre concluent un avenant pour tenir compte des modifications du marché issues notamment :

- des aléas et sujétions techniques imprévues ;
- des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux, non imputables à la maîtrise d'œuvre ;
- des circonstances extérieures aux parties rendant nécessaire la réalisation de services supplémentaires par le maître d'œuvre, notamment la réalisation de dossiers administratifs ou demandes d'autorisation d'urbanisme complémentaires ;
- de la prolongation du délai de garantie de parfait achèvement des entrepreneurs ;
- de la résiliation d'un marché de travaux, pour tenir compte des prestations de maîtrise d'œuvre nécessaires au remplacement de l'entreprise ainsi que des effets induits de ce remplacement.

Le montant de la rémunération est revu selon l'une des modalités définies à l'article 8.1 du CCAP.

Les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont limitées à 50 % du montant initial, conformément à l'article R. 2194-3 du code de la commande publique.

Si plusieurs modifications successives sont nécessaires, cette limite s'applique au montant de chaque modification.

8.3. MODIFICATIONS PREVUES DANS LE CADRE DE CLAUSES DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, la rémunération du maître d'œuvre fait l'objet de clauses de réexamen permettant, quel que soit le montant des modifications :

- le passage à la rémunération définitive dans les conditions définies à l'article 9.1.2 du CCAP ;
- d'adapter les études du maître d'œuvre en présence de variantes retenues par le maître d'ouvrage lors de la passation et de l'attribution des marchés de travaux :

- lorsque le maître d'ouvrage a pris la décision d'ouvrir aux variantes lors de la passation des marchés de travaux puis de les retenir lors de la signature, la rémunération du maître d'œuvre est réexaminée si les études de conception doivent impérativement être reprises ou qu'une nouvelle autorisation d'urbanisme est nécessaire ;
- en présence de telles variantes, le maître d'œuvre indique dans un document annexé au rapport d'analyse des offres les conséquences de leur prise en compte sur sa mission et les incidences éventuelles sur sa rémunération, exprimée en journées de travail supplémentaires selon les montants journaliers identifiés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

8.4. SUIVI ET CLASSIFICATION DES MODIFICATIONS APPORTEES AUX MARCHES DE TRAVAUX

Lorsque les marchés de travaux sont modifiés, le maître d'œuvre renseigne un document de suivi qui inventorie les modifications apportées en moins-value et plus-value, leurs montants et incidences éventuelles sur le délai de réalisation des travaux. Il propose au maître d'ouvrage leur classification dans l'une des 3 catégories suivantes :

- **Catégorie 1** : modifications initiées par le maître d'ouvrage et correspondant à une modification du programme ;
- **Catégorie 2** : modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage du fait d'éléments nouveaux et non prévisibles à la signature des marchés de travaux ;
- **Catégorie 3** : modifications initiées par le maître d'œuvre résultant d'erreurs et omissions qui lui sont imputables, y compris les éventuelles adaptations économiques acceptées par le maître d'ouvrage pour compenser ces erreurs ou omissions.

Les modifications de catégorie 1 et 2 peuvent donner lieu à une modification du marché de maîtrise d'œuvre dans les conditions définies aux articles 8.1 et 8.2 du CCAP.

9. REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE

9.1. FORFAIT DE REMUNERATION

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le CCAP et le CCTP du marché.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre peuvent convenir que certaines prestations ou fournitures particulières puissent être rémunérées sur la base de prix unitaires figurant au marché.

Le maître d'œuvre ne peut percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

Les montants servant de base au calcul des évolutions de la rémunération du maître d'œuvre ainsi qu'au contrôle des engagements sont exprimés en euros hors taxes.

9.1.1. FORFAIT DE REMUNERATION PROVISOIRE (FDP)

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement ou son annexe, est provisoire, conformément aux dispositions des articles R. 2112-18 et R. 2432-7 du code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération a été établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché, tels que :

- contenu de la mission fixée par le CCAP et le CCTP ;
- programme ;
- part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, fixée par le maître d'ouvrage ;
- éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles ;
- délais des études du maître d'œuvre et délai de leur approbation par le maître d'ouvrage ;
- modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux ;
- durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage ;
- découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation ;
- continuité du déroulement de l'opération ;
- couts en matière d'assurance pesant sur la maîtrise d'œuvre.

Ce forfait provisoire pourra être modifié en cas d'évènements affectant la réalisation du marché avant la fixation du forfait définitif, conformément aux dispositions des articles R. 2194-2, R. 2194-5, R. 2194-7 et R. 2194-8 du code de la commande publique et selon les modalités définies aux articles 8.1 et 8.2 du CCAP.

9.1.2. FIXATION DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX ET DU FORFAIT DE REMUNERATION DEFINITIF (FDR) – CLAUSE DE REEXAMEN

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux.

Afin d'établir le cout prévisionnel des travaux, l'estimation définitive du cout prévisionnel des travaux (C) fournie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet distingue :

- le Cout des Travaux Indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial (CTI) ;
- le Cout des Travaux complémentaires nés des Aléas et sujétions apparus pendant les études de conception (CTA) ;
- le Cout des Travaux complémentaires nés des Modifications de programme validées par le maître d'ouvrage (CTM).

Le montant du cout prévisionnel des travaux ainsi que le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont arrêtés par avenant dans le délai de 15 jours calendaires suivants la

validation des études d'avant-projet définitif ou des études d'avant-projet dans le cadre d'une opération de logement.

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique en appliquant la clause de réexamen suivante :

Le montant définitif de la rémunération forfaitaire pour la mission de base est calculé dans les conditions suivantes :

$$\mathbf{Fdr = C \times t'}$$

9.1.3. VARIATION DU FORFAIT DEFINITIF DE LA MISSION

Le forfait définitif de rémunération (**Fdr**) sera égal au produit du taux de rémunération (**t'**) fixé dans l'acte d'engagement ou son annexe par le coût prévisionnel définitif (**C**), dans les conditions suivantes :

$$\mathbf{Fdr = C \times t'}$$

Le taux **t'** est obtenu par la variation du taux **t** dans les conditions suivantes, en fonction de l'écart constaté entre le coût prévisionnel définitif **C** et l'enveloppe prévisionnelle **E**, faisant ainsi augmenter ou diminuer le forfait :

Évolution du coût prévisionnel	Taux de rémunération
$E - 30\% < C$	$t' = 130\%t$
$E - 20\% < C$	$t' = 120\%t$
$E - 10\% < C$	$t' = 110\%t$
$E - 10\% \leq C < E - 5\%$	$t' = 105\%t$
$E - 5\% \leq C \leq E + 5\%$	$t' = t$
$E + 5\% < C \leq E + 10\%$	$t' = 95\%t$
$E + 10\% < C \leq E + 15\%$	$t' = 90\%t$
$C > E + 15\%$	$t' = 85\%t$

NB : la présente disposition faisant varier le taux de rémunération ne s'applique pas si l'augmentation de l'enveloppe **E** concerne une modification de programmation expressément demandée par la maîtrise d'ouvrage.

9.2. ENGAGEMENTS DU MAITRE D'ŒUVRE

9.2.1. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE SUR LE RESPECT DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Le maître d'œuvre s'engage à respecter le cout prévisionnel des travaux (CPT) à programme constant. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le cout cumulé des marchés de travaux (CMT) réajusté au cout prévisionnel des travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à 5 %.

Calcul du coefficient de réajustement

Le réajustement du cout cumulé des marchés de travaux s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement calculé selon la formule suivante :

$$\text{Coefficient de réajustement} = \text{Index BT01 du mois } m_0 \text{ du marché de maîtrise d'œuvre} / \text{Dernier Index BT01 publié avant le dépôt des offres des marchés de travaux}$$

Le coefficient arrondi à l'entier supérieur est appliqué au cout cumulé des marchés de travaux.

Calcul du seuil de tolérance sur le cout prévisionnel des travaux

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante :

$$\text{Seuil de tolérance} = \text{CPT} \times (1 + \text{taux de tolérance défini à l'article 9.2.1}).$$

En cas de dépassement du seuil de tolérance, si le maître d'ouvrage n'accepte pas les offres des soumissionnaires, il exige du maître d'œuvre une reprise gratuite des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettent d'atteindre à l'issue de nouvelles consultations, l'engagement pris en tenant compte du taux de tolérance.

Si à l'issue de ces démarches, le maître d'œuvre s'avère être dans l'incapacité d'atteindre ces objectifs, le maître d'ouvrage met en œuvre l'article 16 du CCAP régissant les différends et les litiges.

9.2.2. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE SUR LE RESPECT DU COUT CUMULE DES MARCHES DE TRAVAUX

Le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût cumulé des marchés de travaux. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le cout total définitif de réalisation de référence au coût cumulé des marchés de travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à 3 %

Le cout total définitif (CTD) de réalisation de référence correspond au coût total définitif de réalisation des travaux, hors révision de prix, diminuée des modifications des marchés de travaux relevant des catégories 1 et 2 définies à l'article 8.4.

Calcul du seuil de tolérance sur le cout cumulé des marchés de travaux

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante :

$$\text{Seuil de tolérance} = \text{CMT} \times (1 + \text{taux de tolérance défini à l'article 9.2.2.})$$

Si ce coût total définitif de réalisation des travaux de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre su porte une pénalité définie comme suit :

$$\text{Montant de la pénalité} = (\text{CTD} - \text{seuil de tolérance}) \times [2 \times (\text{Forfait définitif de rémunération} / \text{cout prévisionnel des travaux})]$$

Conformément à l'article R. 2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

9.3. PENALITES APPLICABLES AU MAITRE D'ŒUVRE

Les pénalités pourront être précomptées dans l'état d'acompte relatif à chaque élément de mission.

Par dérogation aux dispositions de l'article 16.2 du CCAG MOE, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard, par envoi d'un courrier par voie électronique au maître d'œuvre

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités d'un montant total inférieur à 1 000 euros.

Les pénalités prévues au présent marché sont cumulables entre elles, lorsqu'elles sanctionnent des manquements distincts ou successifs, et ne sont pas plafonnées,

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités de retard appliquées au maître d'œuvre peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande. Toutefois, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de réduire le calcul des pénalités en partie ou totalement.

L'application des pénalités est indépendante de toute décision de l'acheteur de supprimer, réduire ou ne pas régler tout ou partie de la rémunération correspondant à des prestations non exécutées, partiellement exécutées ou non conformes.

En conséquence, la suppression du paiement d'une prestation ne fait pas obstacle à l'application de pénalités contractuelles.

Le paiement des pénalités par le titulaire ne présente pas un caractère libératoire.

L'application des pénalités n'empêche renonciation à aucun des droits, actions ou prérogatives de l'acheteur au titre du présent marché.

9.3.1. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA PRESENTATION DES DOCUMENTS

En cas de retard imputable au maître d'œuvre dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés à l'article 6.4 du présent CCAP, le maître d'œuvre encourt des pénalités.

En application de l'article 16 du CCAG MOE, la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité pour retard est égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard.

Ce montant, par jour calendaire de retard, est fixé de la manière suivante :

La pénalité est de 269€ par jour de retard.

9.3.2. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE ET DU DECOMPTE FINAL

Si le délai fixé à l'article 7.7.4 du CCAP n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé :

- pour les projets de décompte mensuels, à 1/3000ème du montant HT de l'acompte correspondant. Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entrepreneurs, le montant des pénalités qu'il encourt est égal

au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal applicable.

- pour les projets de décompte final, à 1/30000^{ème} du montant HT du décompte final.

9.3.3. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'INSTRUCTION DES MEMOIRES EN RECLAMATION DES ENTREPRENEURS

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 15 jours calendaires à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant est de 500 € par jour calendaire de retard.

9.3.4. PENALITES POUR MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS DU MAITRE D'ŒUVRE

En cas d'absence aux réunions de chantier du représentant du maître d'œuvre, il sera appliqué une pénalité de 500 € par réunion où l'absence a été constatée.

En cas de retard supérieur à 30 minutes aux réunions de chantier du représentant du maître d'œuvre, il sera appliqué une pénalité de 100 € par réunion où le retard a été constaté.

En cas de non-transmission des comptes rendus de chantier, il sera appliqué une pénalité de 500 € par compte-rendu non diffusé.

En cas de dépassement du délai défini à l'article 7.7.1 pour la diffusion des comptes-rendus de chantier, il sera appliqué une pénalité de 100 € par jour de retard dans la diffusion.

9.3.5. OBLIGATION DE CONSEIL DU MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre est tenu, à l'égard du maître d'ouvrage, d'une obligation de conseil assortie d'une obligation de résultat, tout au long de la mission qui lui est confiée, et notamment lors :

- de la définition du besoin,
- de la rédaction des pièces du marché de travaux,
- de l'analyse des offres,
- et du suivi de l'exécution des travaux jusqu'à leur réception.

Cette obligation de conseil implique que le maître d'œuvre s'assure de la complétude, de la cohérence, de la conformité technique et réglementaire des pièces du marché de travaux, ainsi que de l'anticipation des difficultés techniques, juridiques ou financières normalement prévisibles au regard de sa compétence professionnelle.

En cas de manquement avéré, d'oubli manifeste, d'insuffisance caractérisée ou d'erreur évidente dans l'exercice de cette obligation de conseil, ayant pour effet ou pour conséquence :

- un surcoût pour le maître d'ouvrage,
- un retard dans l'exécution des travaux,
- une modification ultérieure du marché de travaux,
- ou toute difficulté affectant la bonne exécution des prestations,

le maître d'ouvrage pourra appliquer au maître d'œuvre une pénalité forfaitaire, sans mise en demeure préalable, d'un montant de 1 500,00 euros par manquement constaté.

Les pénalités sont cumulables entre elles et indépendantes de toute action tendant à la réparation intégrale du préjudice subi par le maître d'ouvrage, lequel se réserve le droit de

solliciter, le cas échéant, des dommages et intérêts complémentaires lorsque le montant des pénalités ne couvre pas l'intégralité du préjudice.

L'application des pénalités n'exonère pas le maître d'oeuvre de ses responsabilités contractuelles, quasi-délictuelles ou décennales, ni de l'exécution de ses obligations au titre du présent marché.

9.3.6. AUTRES PENALITES

En cas de manquement à ses obligations, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités dont le montant forfaitaire est fixé à :

Manquement constaté	Pénalité (par manquement)
Manquement aux règles d'hygiène et sécurité	1 500,00 euros
Manquement aux règles du Code du travail	1 500,00 euros
Non-respect des règles de confidentialité et de protection des données à caractère personnel / Violation de la RGPD	200,00 euros
Tout autre manquement dument constaté et motivé	100,00 euros

9.3.7. PRINCIPE DE MODERATION DES PENALITES

En cours d'exécution du marché, il revient au maître d'ouvrage de modérer éventuellement les pénalités applicables si elles atteignent un montant manifestement excessif par rapport au montant du marché.

10. REGLEMENT DES COMPTES DU MAITRE D'ŒUVRE

10.1. AVANCES

10.1.1. AVANCE VERSEE AU MAITRE D'ŒUVRE

Sauf en cas de refus du maître d'œuvre indiqué à l'article B4 de l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, le maître d'ouvrage versera une avance prévue par les articles L. 2191-2 et R.2191-3 du code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous.

Le taux de l'avance est fixé à 10%. Et 30% pour les PME en vertu de l'article R2191-7 du code de la commande publique.

Si la durée globale prévisionnelle indiquée à l'article B5 de l'acte d'engagement est inférieure à 12 mois, ce taux s'applique au montant initial toutes taxes comprises du marché.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement est terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

10.1.2. LES AVANCES VERSEES AUX SOUS-TRAITANTS

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du code de la commande publique.

Le maître d'œuvre transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au titulaire conformément à l'article R. 2193-20 du code de la commande publique.

10.2. DEMANDE DE PAIEMENTS

En application de l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, les demandes de paiement sont transmises de manière dématérialisée au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation CHORUS PRO et comportent les mentions obligatoires définies à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique.

10.2.1. ACOMPTES

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément au CCAG MOE ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- le numéro d'engagement du titulaire, des cotraitants et éventuels sous-traitants à renseigner dans le portail public de facturation.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission, conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte	
Etudes d'avant-projet définitif	80% à la remise du dossier	
	20% à l'approbation du maître d'ouvrage	
Etudes de projet PRO	80% à la remise du dossier	
	20% à l'approbation du maître d'ouvrage	
Assistance pour la passation des marchés de travaux	20% à la remise des éléments du DCE produits par le maître d'œuvre	
	10% à la remise du rapport d'analyse des offres	
	70% après la mise au point des marchés de travaux	
Etudes d'exécution	au prorata de l'avancement de la mission	
VISA	au prorata de l'avancement de la mission	
Direction de l'exécution des marchés de travaux	95% DET/n	n étant le nombre de mois correspondant au délai d'exécution des marchés de travaux, y compris la période de préparation
	5% en proportion des montants des décomptes généraux et définitif des entrepreneurs.	
Assistance aux opérations de réception	60 % à compter de la date d'effet de la réception	
	15% à compter de la levée des réserves mentionnées dans la décision de réception	
	10 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés établi par le maître d'œuvre	
	10% à la remise du dossier des ouvrages exécutés établis par les entreprises	
	5% à l'issue de l'année de parfait achèvement	

10.2.2. ACCEPTATION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement.

Il la complète en faisant apparaître le cas échéant les pénalités appliquées. Si des pénalités pour retard sont appliquées, celles-ci font l'objet d'un décompte des pénalités spécifique

indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard, et les dates d'échéance contractuelle retenues.

10.3. DEMANDE DE PAIEMENT POUR SOLDE

10.3.1. PROJET DE DECOMPTE FINAL

Après achèvement de sa mission, le maître d'œuvre met à disposition du maître d'ouvrage un projet de décompte final, qui détaille :

- le forfait définitif de rémunération ;
- le montant des missions complémentaires ;
- le montant des révisions de prix applicables intégrant le dernier état des index connus à la date d'établissement du projet de décompte final ;
- le montant des pénalités appliquées par le maître d'ouvrage et acceptées par le maître d'œuvre ;
- le montant des éventuelles réclamations non régularisées ;
- le récapitulatif des sommes perçues au titre des acomptes ;
- le solde, distinguant l'incidence de la TVA.

10.3.2. DECOMPTE GENERAL

Le maître d'ouvrage accepte ou modifie puis signe le projet de décompte final qui devient décompte général. Il est notifié au maître d'œuvre dans les 30 jours suivant la réception par le maître d'ouvrage du projet de décompte final.

En cas de non-respect des délais de notification mentionnés ci-dessus, le maître d'œuvre met en demeure le maître d'ouvrage de procéder à la notification du décompte général dans un délai de 15 jours calendaires.

Sans réponse du maître d'ouvrage dans ce délai, le projet de décompte général transmis par le maître d'œuvre devient le décompte général et définitif. Le délai de paiement du solde, révisé en fonction du dernier état des index connus, court à compter du lendemain de l'expiration du délai de 15 jours indiqué dans la mise en demeure.

10.3.3. DECOMPTE GENERAL RENDU DEFINITIF

En l'absence de modifications du projet de décompte final par le maître d'ouvrage, le décompte général signé par le maître d'ouvrage et notifié au maître d'œuvre est rendu définitif. Le délai de paiement du solde court à compter du lendemain de la notification du décompte général au maître d'œuvre.

Dans le cas où le maître d'ouvrage a notifié un décompte général modifié, le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours à compter de la notification du décompte général pour soit l'accepter, avec ou sans réserve, en y apposant sa signature, soit pour faire connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

A compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte général signé par le maître d'œuvre, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

Si le maître d'œuvre ne transmet pas le décompte général signé dans le délai de 15 jours ou s'il n'a pas motivé son refus ou exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le

montant de ses réclamations, ce décompte général est réputé accepté par le maître d'œuvre et devient le décompte général et définitif.

Ce décompte lie définitivement les parties sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

10.3.4. CONTESTATION SUR LE MONTANT DES SOMMES DUES

En cas de contestation de certaines sommes portées au décompte général par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte général signé par le maître d'ouvrage.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG MOE.

10.4. DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à 30 jours conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le maître d'œuvre du marché ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou Refi) de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1^{er} jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

11. CONNAISSANCES ANTERIEURES / DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

11.1. CONNAISSANCES ANTERIEURES

11.1.1. DEFINITION

Les connaissances antérieures sont définies conformément à l'article 23 du CCAG MOE.

11.1.2. REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES

Par dérogation aux dispositions de l'article 23 du CCAG MOE, le maître d'œuvre met ses connaissances antérieures au service du maître d'ouvrage. La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures.

Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

11.2. DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE RELATIF AUX RESULTATS

11.2.1. DEFINITION

Par dérogation à l'article 24 du CCAG MOE, les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché pour les besoins propres du maître d'ouvrage ou ceux des tiers désignés par le marché. Ils désignent notamment les études, inventions, dessins, maquettes, maquette numérique, logiciels, les documents écrits ou graphiques sur support matériels ou électroniques, ainsi que les prestations de direction, d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages ou équipements visés par le marché.

11.2.2. REGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE OU DES DROITS DE TOUTE AUTRE NATURE RELATIFS AUX RESULTATS

Sans objets

11.2.3. CONCESSION DES DROITS DE REPRODUCTION ET DE REPRESENTATION

Pour les besoins découlant de l'objet du marché, le maître d'œuvre concède à titre non exclusif au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique afférents aux résultats.

Au titre du droit de reproduction et dans le respect des droits moraux, le maître d'œuvre concède au maître d'ouvrage le droit de reproduire les résultats, en tout ou partie et en l'état, par tous procédés et sur tous supports, afin de réaliser ou de faire réaliser en une seule fois les ouvrages objets du marché.

Le maître d'ouvrage peut diffuser les plans et les éléments relatifs à la conception, avec mention du nom du maître d'œuvre et après accord de ce dernier, à l'ensemble des intervenants qui concourent à la réalisation de l'ouvrage.

Au titre du droit de représentation et dans le respect des droits moraux, le maître d'œuvre concède au maître d'ouvrage, à des fins autres que la réalisation des ouvrages objets du marché, le droit de communication au public et de mise à disposition du public de l'œuvre en projet ou réalisée, en tout ou partie et en l'état, par tous moyens, modes et procédés, en vue d'une exploitation à titre non commercial, notamment à des fins d'information et de communication du maître d'ouvrage.

Cette concession des droits, couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

11.2.4. MISE EN ŒUVRE DE LA PROTECTION DES DROITS MORAUX

Conformément aux dispositions du Code de la propriété intellectuelle et du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage reconnaît que le maître d'œuvre conserve sur les résultats du marché son droit moral, notamment le droit au respect de l'œuvre.

À ce titre, le maître d'ouvrage s'engage à ne pas apporter aux œuvres réalisées des modifications de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la réputation du maître d'œuvre, sous

réserve des adaptations rendues nécessaires par les contraintes techniques, fonctionnelles, réglementaires, budgétaires ou d'exploitation de l'ouvrage.

Il est expressément convenu que le maître d'ouvrage n'est pas tenu d'apposer le nom ou la qualité du maître d'œuvre sur l'immeuble réalisé, ni sur les documents, supports ou publications dont il est à l'initiative, sauf obligation légale contraire.

Le maître d'œuvre concède au maître d'ouvrage le droit d'adapter, de modifier, de transformer ou de faire évoluer son œuvre, notamment dans le cadre de travaux ultérieurs, de réhabilitation, d'extension, de restructuration ou de changement d'affectation, sans que ces adaptations ne puissent être regardées comme portant atteinte au droit moral, dès lors qu'elles répondent aux nécessités de l'opération.

En cas de modification substantielle de l'œuvre, le maître d'ouvrage s'engage, dans la mesure du possible et sous réserve des contraintes propres à l'opération, à informer le maître d'œuvre afin de lui permettre d'exercer son droit moral, sans que cette information ne constitue une condition préalable à la réalisation des travaux ni ne puisse en retarder l'exécution.

En cas de réutilisation ou de réhabilitation, le pouvoir adjudicateur respecte le droit moral de l'auteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre.

11.2.5. EXPLOITATION COMMERCIALE DES RESULTATS

Par défaut, le droit d'utiliser les résultats définis à l'article 11.2.3 couvre les exploitations commerciales des résultats par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage souhaiterait exploiter commercialement les résultats du marché, il sollicite l'accord du maître d'œuvre afin d'établir une convention définissant les modalités de cette exploitation, incluant au minimum :

- la durée de l'exploitation ;
- les finalités de l'exploitation commerciale ;
- les supports de reproduction ;
- le montant et les modalités de calcul de la redevance ;
- les modalités de contrôle des versements effectués.

Un contrat de cession de droits est passé entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage en application des dispositions de l'article R. 2122-3-3° du code de la commande publique.

12. ASSURANCES

12.1. ASSURANCES DU MAITRE D'OUVRAGE

En dérogation à l'article 9.2 CCAG MOE, le Maître d'Ouvrage n'aura pas à lister les assurances obligatoires ou facultatives prises en l'espèce pour réaliser l'opération.

12.2. ASSURANCES DU MAITRE D'ŒUVRE

12.2.1. GARANTIE DE LA RESPONSABILITE DECENNALE

Cette police doit garantir la responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil dans les conditions prévues aux articles L. 241-1 et suivants du code des assurances.

12.2.2. GARANTIE DE LA RESPONSABILITE CIVILE GENERALE

Cette police doit garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale que le maître d'œuvre est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réception des travaux.

Pour la responsabilité civile professionnelle, les montants de garantie du contrat d'assurance souscrit seront au minimum les suivants :

- 3 000 000 € par sinistre dont :
 - Pour les dommages corporels : 3 000 000€ par sinistre et 1 000 000€ par année d'assurance
 - Pour les dommages matériels et immatériels : 2 500 000€ par sinistre et 600 000 € par année d'assurance dont 600 000 € par sinistre et 600 000 € par année d'assurance pour les dommages immatériels non consécutifs

La réception des travaux n'a pas pour effet d'empêcher l'appel en garantie du maître d'oeuvre postérieurement à cette réception.

12.3. STIPULATIONS COMMUNES

Le maître d'œuvre assume sa responsabilité professionnelle, telle qu'elle est définie notamment par les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil, dans les limites de la mission qui lui est confiée. Pour toutes les autres responsabilités professionnelles, il ne peut être tenu responsable, de quelque manière que ce soit, ni solidairement ni *in solidus*, à raison des dommages imputables aux autres intervenants participant à l'opération.

L'architecte supporte les conséquences financières de sa responsabilité.

La survenance d'un sinistre avant l'achèvement de la mission ne fait pas obstacle aux règlements des prestations de maîtrise d'œuvre.

L'attestation d'assurance professionnelle du maître d'œuvre est jointe au marché. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée. Dans le cas où il aurait contracté des garanties facultatives, le maître d'ouvrage transmet les attestations ou les lettres d'intention émanant de son assureur, afférentes à ces polices.

13. NANTISSEMENT - CESSIONS DE CREANCES

Il est remis à la demande du maître d'œuvre une copie de l'original de l'acte d'engagement certifié conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit et en cas de cession ou de nantissement de créance consentis conformément aux dispositions des articles L. 313-23 et suivants du code monétaire et financier soit un certificat de cessibilité conforme à l'arrêté du 28 juillet 2020 fixant le modèle de certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics.

14. MODIFICATIONS AFFECTANT LES CONTRACTANTS

En application de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié dans les circonstances suivantes.

14.1. REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE

Le maître d'œuvre peut proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (transmission, fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification ne remette en cause aucun élément essentiel du marché et que l'opérateur économique présenté dispose des mêmes garanties professionnelles et financières que le titulaire.

14.2. MODIFICATION DU GROUPEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE EN CAS DE DÉFAILLANCE DU MANDATAIRE

Par dérogation à l'article 3.5 du CCAG MOE, dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de 15 jours, un autre mandataire parmi eux. Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et de la rémunération afférente.

14.3. MODIFICATION DU GROUPEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE EN CAS DE DÉFAILLANCE D'UN COTRAITANT

Si le titulaire est un groupement, le mandataire pourra proposer au maître d'ouvrage de modifier sa composition dans les circonstances suivantes :

- cessation d'activité, défaillance économique, décès ou incapacité civile de l'un des cotraitants ;
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles de l'un des cotraitants. La résolution des litiges entre membres du groupement relève du groupement. En cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants affectant la réalisation du marché, il appartient au maître d'ouvrage de résilier partiellement le marché selon les modalités définies à l'article 16.3 du CCAP.

Le mandataire propose au maître d'ouvrage de réaliser lui-même les prestations restant à réaliser par l'entreprise défaillante ou de les faire réaliser par un des membres du groupement ou de présenter un sous-traitant.

Un avenant est conclu entre le maître d'ouvrage et l'ensemble des cotraitants qui détermine notamment la nouvelle composition du groupement, la nouvelle répartition des prestations ainsi que la rémunération afférente.

15. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre respectent la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, dans le cas où des traitements de données personnelles seraient nécessaires à la réalisation de la mission de maîtrise d'œuvre, les obligations respectives et les modalités de protections des données personnelles sont établies suivant la modalité de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

16. DIFFERENDS ET RESILIATION

16.1. FORMALISME DES RECLAMATIONS

Tout différend entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage fait l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre est communiquée au maître d'ouvrage dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 35 du CCAG MOE, si le différend intervient après la signature des marchés de travaux, le maître d'ouvrage dispose d'un délai d'un mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. Le rejet exprès ou tacite de la réclamation ne s'oppose pas à ce que le maître d'œuvre réitère sa demande lors de la production du projet de décompte final.

16.2. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige, les dispositions de l'article 35 du CCAG MOE s'appliqueront.

16.3. RESILIATION DU MARCHE

Conformément à l'article 27 du CCAG MOE, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques, telles que définies au présent CCAP, pour un motif d'intérêt général.

La décision d'arrêter cette exécution ne donne pas droit à indemnité et entraîne la résiliation du contrat en dérogation à l'article 27 et 31 du CCAG MOE.

En revanche, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général en dehors de ces conditions, une indemnisation de 2 % sur le reste du marché sera versée au titulaire du marché.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis au CCAG MOE, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143- 6 à R. 2143-12 du Code de la commande publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 30 du CCAG MOE, la résiliation du marché par décision de la personne publique signataire du marché aux frais et risques du maître d'oeuvre.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues à l'article R. 2143- 8 du Code de la commande publique, la personne publique signataire du marché peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché pour faute du maître d'oeuvre, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut

d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

17.DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAG MOE sont apportées aux articles suivants du présent CCAP :

Articles du CCAP	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
Article 3	Article 4.1
Article 7.2.2	Article 3.8.3
Article 7.4.3	Article 20.2
Article 7.5	Article 15.3
Article 9.3	Article 16.2
Article 9.3	Article 16.2.1
Article 9.3	Article 16.2.2
Article 11.1.2	Article 23
Article 11.2.1	Article 24
Article 12.1	Article 9.2
Article 14.2	Article 3.5
Article 16.1	Article 35
Article 16.3	Article 27
Article 16.3	Article 31

Fait à _____, le _____
en deux exemplaires originaux,

Pour ENSP,

Pour le Titulaire,